

## Lancement de la campagne pour les élections régionales 2010

### DISCOURS DE CLOTURE DE FRANÇOIS BAYROU

Mes chers amis,

Je m'aperçois que mon discours est déjà fait, en raison de ce que les uns et les autres ont dit, mais principalement en raison de ce que les uns et les autres sont. J'ai souvent défendu devant vous l'idée que ce que l'on dit est moins fort que ce que l'on est...

Les têtes de liste dans toutes les régions françaises de métropole et une partie d'Outre-mer, que nous avons présentées ou re-présentées à cette tribune, sont des femmes et des hommes qui ont du tissu humain et qui renouvellent la politique française ; et c'est ce que nous avons voulu.

Rien n'aurait été plus simple que de pratiquer une nouvelle fois la politique des transferts, du « Mercato », comme dit Jean-Luc Bennahmias.

Nous avons choisi pour une fois -après l'avoir longtemps pratiquée et j'avoue humblement notre responsabilité de ce point de vue-là- la politique inverse, contraire, et cette politique consiste à faire monter une génération nouvelle. Elle est là !

Croyez-moi, sur les écrans, dans les débats, la différence va se voir et s'entendre, la différence en terme d'authenticité ; car je crois que cette élection en effet a deux significations et je voudrais m'arrêter rapidement, comme je l'ai fait très brièvement en ouverture, sur ces deux significations.

La première signification, c'est un message national de la part des électeurs adressé à ceux qui gouvernent la France. Ce message national est nourri, tous les

jours, par des dérives, des abus, des dérapages qui sont, pour nous, des atteintes à l'essentiel.

Je m'explique : qu'est-ce que l'essentiel en politique ? Il y a des gens qui croient que l'essentiel ce sont les programmes. Je ne l'ai jamais cru. Je pense que sur les programmes on s'entend toujours et que, si l'on est cohérent et construit, si l'on a un peu d'expérience et d'honnêteté, on arrive toujours à bâtir un programme. Il faudrait voir ensuite si on l'applique et, de ce point de vue, j'ai gagné depuis des années un grand scepticisme.

Il y a des gens qui croient que l'essentiel c'est les partis ou les coalitions, les blocs ; et savoir quel bloc gouvernera le pays, à qui on va donner le pouvoir pendant des années... Pour moi, le bloc et le pouvoir, ce n'est pas l'essentiel.

L'essentiel, je suis obligé de vous le dire alors -on a un mot un peu trop abstrait pour cela- je n'aime pas les mots abstraits, mais on dit « l'essentiel, ce sont les valeurs ».

Je vais le dire à ma manière de père de famille, de quelqu'un qui a été dans sa vie un éducateur et qui a eu la responsabilité de l'éducation. J'ai toujours pensé que la politique n'avait de sens, ou que la construction d'une cité n'avait de sens qu'en fonction de ce qu'on laissait aux enfants. Cinq ans, dix ans, vingt ans après, qu'est-ce qui reste ? Qu'est-ce qui s'est sédimenté de ce que vous avez fait, de ce que vous avez cru dans la conscience d'un enfant ?

Eh bien, ce que le pouvoir est en train de faire aujourd'hui, tous les jours, dans sa politique fiscale, industrielle, de contrôle de tous les centres de pouvoir de la société française, de mise en valeur des

réussites matérielles, des salaires, comme s'il en dégringolait des cascades d'argent, c'est quelque chose de « mal » pour les enfants.

Je prends cette polémique « Proglio ». Nous connaissons tous Henri Proglio. C'est quelqu'un qui avait un parcours de chef d'entreprise très important, dans le domaine... Veolia... la Générale des Eaux d'abord, puis Vivendi après, cette transformation d'entreprise, une grande aventure industrielle dans le domaine de l'eau, des transports et autrefois des medias.

Lorsque l'annonce de la nomination d'Henri Proglio a été faite, je crois avoir été le premier à avertir de la collision vers laquelle on allait inéluctablement. Et ce n'est pas une collision seulement sur l'argent, bien que cela compte. Je vous dirai dans une minute pourquoi principalement pour moi cela ne compte pas en fonction du caractère choquant -et c'est très choquant- des rémunérations accumulées, passées, présentes et à venir, et chacun de ces trois objectifs, si vous voulez bien me suivre, à son importance.

Je trouve cela choquant, je trouve cela provoquant dans l'état du pays où nous sommes, mais il y a deux choses principales qui me paraissent porter atteinte à ce capital de valeurs républicaines toutes simples que, tous, on essaie de transmettre par la parole ou par l'exemple aux enfants.

La première, c'est que nous tous, les humbles, pas les puissants, nous tous citoyens qui avons construit la France, nous avons construit la France comme une entreprise de résistance à un certain nombre de puissances et de dominations. La France, la République, cette incroyable histoire qui conduit un peuple -le seul dans le monde- à choisir comme devise, non pas la glorification de la patrie, non pas l'exaltation du lien national, non pas l'affirmation de la gloire de Dieu (je viens de citer des devises de pays très importants qui nous entourent depuis « *In god we trust* » jusqu'à « *Deutschland über*

*alles* ») le seul pays qui a cette incroyable audace, cette singularité à nulle autre pareille de choisir comme devise, non pas l'exaltation de ce qu'il est, de ce qu'il veut devenir, mais des vertus : Liberté, Égalité, Fraternité.

Cette chose-là, il faut que vous compreniez que, "Liberté, Égalité, Fraternité", c'est un idéal de résistance à quelque chose d'extrêmement simple qui est la domination des uns sur les autres.

Domination politique... Je suis désolé, je ne veux pas faire des leçons d'histoire, bien que j'aime l'histoire, mais la France y compris du temps du Royaume de France, c'était la résistance à l'Empire, et cela a toujours été la résistance aux tentatives de soumission.

C'est pourquoi, sachant ce que nous avons fait, nous France, pour lutter même dans l'ombre même tous seuls -je pense au Général de Gaulle et aux résistants- contre les entreprises de domination les pires de l'histoire, mais on a résisté aussi aux entreprises de domination douce : j'ai tellement regretté que l'on se précipite tout de suite pour rentrer dans le commandement intégré de l'OTAN, sans évidemment rien en recevoir en échange, d'aucune manière. Trouvez-vous normal qu'en Afghanistan, on participe au commandement intégré de l'OTAN ?.... Partout où était France, cela rimait avec résistance.

Ce qu'ils sont en train de faire, c'est d'aligner la France sur l'entreprise de domination la plus puissante aujourd'hui, qui est l'entreprise de domination de l'argent sur la société. C'est cela la question et, dans toutes les présentations qui consistent à expliquer combien était nécessaire et inéluctable la nomination de M. Proglio à EDF, il y a cela derrière.

Parce qu'à l'instant où Nicolas Sarkozy a accepté qu'Henri Proglio soit nommé à la tête de la plus grande entreprise publique française et, en même temps, conserve sa responsabilité à la tête de la plus grande (ou presque dans son secteur) entreprise privée en France, il a rompu avec quelque

chose d'infiniment précieux qui était l'idée que nous, Français, nous avons construite, que l'intérêt public était séparé des intérêts privés.

Nous savons bien qu'il y a un monde pour l'intérêt privé, et pour l'intérêt des actionnaires, et pour l'intérêt des deals et des entreprises qui essaient de s'entendre entre elles. Mais il y a un intérêt public et cet intérêt public est séparé par un mur de verre des intérêts privés, et plus encore qu'à la tête de tout cela, il devrait y avoir un État absolument imperméable aux influences qui essaient de le mêler aux manoeuvres, aux accords mystérieux qui existent à l'intérieur du monde des intérêts privés. Je dis qu'il y a là une atteinte à ce que nous croyons être le plus précieux dans le modèle de société que la France a construit. Cela, c'est la première entorse et le premier point.

Puis, il y a une deuxième entorse : qu'est-ce que c'est que cette idée que tout doit se payer à coup de millions ?!.... Que le « talent » comme ils disent, que la « capacité » comme ils disent, que tout en France doit désormais -cela c'était le modèle des autres- se payer à coup de millions ?!

Qu'est-ce que c'est que cette idée qu'un chef d'entreprise nommé à la tête d'une entreprise publique doit à tout prix gagner autant ou plus que ce qu'il gagnait avant ?! Excusez-moi de vous le dire, les plus hauts des emplois publics en France, par exemple la vocation d'un parlementaire qui représente le peuple, allez-vous dire qu'il faut qu'il gagne à tout prix dans cette fonction parlementaire exactement ce qu'il gagnait avant, s'il était avocat ou médecin, et qu'il faut simplement un transfert de l'un vers l'autre ?

Allez-vous dire qu'un grand chef d'entreprise -il y en a eu quelques-uns- qui devient ministre doit gagner dans la fonction de ministre ce qu'il gagnait avant dans la fonction de responsabilité à la tête d'une entreprise privée ?

Je regrette de dire que nous croyons, en France, et depuis longtemps qu'il y a des fonctions d'intérêt général pour lesquelles l'essentiel de la reconnaissance n'est pas fait en argent. L'essentiel de la reconnaissance est dans le choix du service, surtout excusez-moi, quand on est déjà riche à millions, que l'on a les plus hauts salaires, des retraites "chapeau" qui se comptent par dizaine de millions, paraît-il. D'ailleurs, comment font-ils pour dépenser tout cet argent ?

Vous comprenez pourquoi ce sont les principes qui sont en jeu ? La France est le pays où l'on croit qu'il y a quelque chose au-dessus de l'argent et pas que tout doit se payer *cash*, et même la France est le pays où l'on pense que le plus grand, c'est ce qui ne se paie pas.

Il n'y a aucune justification qu'un chef d'entreprise, en particulier publique, doive être payé... Combien ? cent fois plus qu'un chercheur ou qu'un professeur de faculté. Il n'y a aucune signification à cette affaire. C'est la contamination du public par le privé qui est à l'oeuvre partout dans la société française et qui, selon moi, est une mauvaise transmission de valeurs à l'égard des enfants. J'ai une autre illustration de tout cela.

Puis, et je m'arrêterai là même si je pourrais allonger, il y a ce qui se passe dans l'Éducation nationale. Il y a un mouvement insidieux. Je vais essayer de le décrire le plus objectivement possible. Voici ce mouvement : suppression de moyens dans l'Éducation nationale en nombre ; et parallèlement avantages notamment fiscaux à tout ce qui est cours particuliers privés et leçons particulières.

Je m'arrête une seconde sur ce sujet pour signaler que, quand on donne des avantages fiscaux, on les donne à ceux qui paient déjà des impôts et que ceux qui ne paient pas d'impôts ne sont pas aidés pour les leçons qu'ils auraient peut-être besoin de donner à leurs enfants.

Troisième étape : marchandisation générale d'un certain nombre de cursus, de filières, et de formations. Savez-vous

combien coûtent aujourd'hui un certain nombre d'écoles dites grandes ? Cela coûte 15 000, 20 000, 30 000 €... Système américain qu'ils ont réussi à introduire en France et, pour couronner le tout, pour faire taire ceux qu'ils croient être le bon peuple, ils ont eu une idée géniale, à savoir de faire des « quotas » pour les boursiers !

D'un côté, il y a une dérive généralisée en direction de privilèges, marchandisation, moins de moyens aux services publics. Et de l'autre on dit mes enfants taisez-vous parce qu'on va réserver des places à l'intérieur du système privilégié pour que vous ne puissiez plus rien dire...

Je voudrais dire, au nom de ceux qui - après tout j'en viens et on est un certain nombre à en venir- tous ceux qui ont été comme l'on dit des « boursiers » de la République et qui ont réussi les concours, que nous ne trouvons pas de mesure plus insultante que celle qui consiste à déterminer à l'avance des quotas, en fonction non pas des capacités de chacun des étudiants, mais de son origine sociale ! Et je vais le dire encore autrement : la puissance publique a un devoir qui est de faire une bonne Éducation nationale, d'apprendre à lire à tous les élèves à l'école primaire, de garantir que le collège tiendra réellement sa mission de formation de base, de faire un lycée dans lequel on apprendra à travailler, et alors je vous le garantis, les boursiers n'auront pas besoin de quotas, parce qu'ils seront reçus autant et mieux que les autres aux concours de la République. Mais ne vous trompez pas, c'est un autre système que le nôtre.

Cela s'appelle discrimination positive. On sait d'où cela vient. Cela a d'ailleurs réussi en partie, mais assez largement échoué. Lais les circonstances ne sont pas les mêmes parce que le projet de société et les valeurs républicaines ne sont pas les mêmes.

Voilà en tout cas ce que nous défendons et ce que nous croyons. Et c'est parce que toutes ces dérives sont en cours et que

tout le monde les sent bien d'une manière ou d'une autre, qu'il faut qu'à chaque occasion, et cette élection en sera une, il y ait le « réveil » des républicains, le « RÉVEIL »... de tous les républicains, de tous bords, et les modérés, ceux qui croyaient à quelque chose, ceux qui n'ont pas vu venir les choses qui sont en train de se passer ! Tous ensemble il faut qu'ils envoient un message transparent comme le cristal, et ce message cela doit être : nous ne pouvons pas accepter le fond de ce que vous êtes en train de faire.

Il n'est pas question d'antipathie -je sais bien que l'on ne me croit pas quand je le dis- je n'ai aucune antipathie personnelle avec Nicolas Sarkozy, aucune, ni avec les gens qui sont au gouvernement, j'en connais beaucoup depuis longtemps.

On a fréquenté, comme vous le savez, les mêmes « sous-bois » de la vie politique ! Les mêmes labyrinthes... Il y en a de très estimables, pas tous mais bon, il y en a d'estimables, je ne vais pas citer de noms, vous voyez ce que je veux dire. Ce n'est pas une affaire personnelle ce n'est pas une affaire d'épiderme, c'est l'affaire la plus précieuse que nous ayons : qu'êtes-vous en train de faire de notre France ?

Vous parlez d'identité nationale. Cela, c'est l'identité nationale ! La France s'est construite autour d'une langue et d'un idéal ! Vous êtes en train de mettre à mal l'idéal et, d'ailleurs, assez souvent la langue aussi... Il faut que vous l'entendiez et, excusez-moi de le dire, je dis à vous les républicains... vous tous, et il faut que vous le disiez ! Il n'y a pas que vous comme républicains (ici oui, mais il y en a aussi ailleurs...). Comprenez bien, j'aime ce mouvement, nous l'avons fondé ensemble, j'aime les visages qui l'incarnent... Mais je pense aussi à d'autres car je sais qu'il y a des républicains y compris dans la droite, y compris dans la gauche, qui se sentaient de la majorité ; il faut qu'ils parlent ceux-là, il faut que tous ensemble, ils disent : on ne peut pas accepter ce qui est en train de se faire, que l'on devine, que l'on discerne, que l'on sent, que l'on pressent !

Il y a quelque chose, il y a un air qui ne ressemble pas à la France dans ce qu'ils sont en train de faire. Il faut qu'ils le disent et le moyen, le vecteur comme l'on dit, le plus efficace pour le dire -puisqu'il n'y a pas pour l'instant de manifestation, je ne dis pas qu'il n'y en aura jamais, il n'y a pas pour l'instant de mouvement d'opinion, il n'y a pas pour l'instant de mouvement perceptible- c'est un bulletin de vote !

Et ce bulletin de vote, celui qui a la clarté du cristal pour dire "depuis le début, nous avons signalé et averti contre ces dérives", c'est le bulletin de vote démocrate, celui du Mouvement Démocrate parce que nous, nous avons en effet choisi l'indépendance et la liberté et l'idée que cela doit dépasser les frontières -c'est difficile à comprendre au début, et d'ailleurs le temps du choc droite-contre-gauche est fini. Il y a des choses infiniment plus précieuses et complexes, en jeu, c'est de ces choses dont nous parlons.

Et nous ne participons pas nous, pour cette raison, à cette entreprise un peu schizophrénique, ceux qui se coupent en deux, qui voudraient qu'il y ait tous les pouvoirs à la droite au sommet de l'Etat, et tous les pouvoirs à gauche dans les régions.

Grand schlem d'un côté, contre grand schlem de l'autre. Mais c'est un cauchemar pour la France que l'on se retrouve ainsi dans cette déchirure-là.

Les seuls qui peuvent permettre d'éviter cette déchirure et ce cauchemar, c'est nous, c'est le bulletin de vote démocrate que les Français vont avoir devant eux.

Et enfin, c'est une proposition concrète. Vous lirez « les douze points » qu'en l'état actuel des choses nous proposons. Je suis, vous l'avez senti ce matin, très préoccupé par la distance continue qui se crée entre la politique et ses acteurs institutionnels, et le peuple et son éloignement.

Je suis très préoccupé par cela. Je sens qu'il y a là quelque chose qui, là encore, n'est pas civique et n'est pas citoyen. Nous, nous pensons que l'on ne peut résoudre cette fracture que dans le concret, et le concret mes chers amis, ce sont les régions.

Ce n'est pas par hasard que nous sommes le parti le plus régionaliste de la politique française et que nous allons le montrer dans cette campagne et dans ce programme.

Nous sommes le parti le plus régionaliste de la politique française parce que nous pensons que la bonne échelle d'action concrète pour un certain nombre de sujets, de problèmes, se devrait être la région.

Elle ne l'est pas encore. Elle est inachevée. La région est au milieu du gué. Elle a des compétences que personne ne connaît et ses acteurs sont, eux-mêmes pour la majorité d'entre eux, connus de moins de 1 sur 3 de leurs concitoyens !

Vous imaginez un maire qui serait connu de moins de 1 sur 3 de ses concitoyens ou un président qui serait connu de moins de 1 sur 3 ?... Personne !

Je fais appel à votre mémoire... Vous êtes de tous les départements de France. Demandez-vous quelle est la liste exhaustive des Conseillers régionaux de votre Région ? Vous allez avoir beaucoup de mal à les trouver. On ne les connaît pas, on ne les rencontre pas. Que ceux d'entre vous qui sont au Conseil régional ne prennent pas mal ce que je vous dis, mais nous allons faire un point dur de nos engagements concrets : que nos élus prennent la responsabilité de contacts directs avec leurs concitoyens et leurs électeurs, de comptes-rendus directs de leur mandat. Tiens... Ils donneront le numéro de téléphone où on pourra les joindre ! Cela n'a l'air de rien un numéro de téléphone, mais c'est quelque chose de très important.

Et nous voulons que, pour sortir de l'enlisement ou en tout cas de l'inachèvement où elle se trouve, la Région

assume un certain nombre de compétences -je déteste ce mot de compétence, il est technocratique- un certain nombre de responsabilités que jusqu'à maintenant elle n'assume pas. Et je ne veux en prendre qu'une, mais pour moi elle est très importante, ils en ont pour beaucoup d'entre eux parlé à cette tribune et Alain en particulier, vous savez, l'inégalité suprême, c'est entre les enfants dont les familles connaissent les secrets et les enfants dont les familles ne connaissent pas les secrets.

Ceux qui savent quelle orientation il faut prendre au collège et au lycée pour se trouver dans la bonne classe au bon endroit au bon moment parce que cela débouchera un jour sur un diplôme qui lui-même sera apporteur d'emploi. Combien d'enfants et combien de familles sont sans aucune connaissance de ces secrets ?

Alors ils font des formations qui sont des impasses et ils font des diplômes. Et parfois ils travaillent pour cela, un peu découragés mais parfois dur, ils font des bac+4 des bac+5, des bac+6, des fois des bac+7 et, au bout du chemin, ils se retrouvent « Gros-Jean comme devant » comme l'on disait avant en français. Cela c'est l'inégalité suprême.

Nous voulons que la région réduise, supprime le gouffre qu'il y a entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas.

Les régions, telles que nous les concevons doivent prendre la responsabilité de cette information qui est le premier pas de l'orientation. Elles doivent aussi se charger de garantir à tous les enfants qu'on va leur expliquer comment on se forme, qu'on sache quel métier on veut faire ou qu'on ne le sache pas encore -et il est bien normal de ne pas le savoir. Parce que l'orientation qui consiste à dire -et que mes collègues Conseillers d'orientation ne prennent pas mal ce que je vais dire- à dire aux plus jeunes « qu'est-ce que vous voulez faire ? Quel métier veux-tu faire ? Ah, tu as ce métier en tête, eh bien voilà la brochure ONISEP... ».... Oui ou non ? En tout cas j'ai connu assez largement un

temps où c'était comme cela... Eh bien prenez-les par la main et montrez-leur !

C'est une compétence nouvelle évidemment, mais cela veut dire quelque chose pour que, tout d'un coup, l'institution « région » cesse d'être une institution et devienne une aide concrète pour les gens dans la vie de tous les jours.

Nous voulons des régions qui aident les Français et nous voulons des régions qui soient fières de leur identité et qui, par exemple, acceptent de prendre cette responsabilité, cette chance et cette charge de faire que les cultures régionales soient traitées en France comme elles devraient l'être, c'est-à-dire comme une richesse et pas comme quelque chose à quoi on est obligé de sacrifier pour faire semblant.

Nous avons la plus haute idée de la région et nous allons défendre des propositions originales en matière de santé, en matière de stages... Tiens... on parlait d'inégalité. C'est très simple, les stages... Il y a ceux dont les parents peuvent décrocher le téléphone pour trouver un stage et il y a ceux qui sont le bec dans l'eau et qui vont où ils peuvent et comme ils peuvent.

Nous pensons que les stages, c'est utile, c'est important, c'est formateur. Cela permet de franchir la barre entre l'école et la réalité du travail.

Autrefois, dans chaque village, on savait ce qu'était le maréchal-ferrand, le maçon, le plâtrier, on les voyait travailler. Aujourd'hui, plus personne ne voit travailler personne.

Eh bien leur offrir la chance, en les prenant par la main un par un, d'aller voir, de savoir ce que peut être le chemin pour trouver des stages et de garantir des stages à chaque enfant en faisant le lien entre offres d'entreprises et besoins des enfants, des jeunes... cela c'est une vraie politique d'égalité des chances assumées par les régions.

Voilà, nous avons la plus haute idée de la région et nous voulons que cette idée devienne concrète.

Et enfin, dernière question et presque dernière phrase.

Dans toutes les rencontres, les interviews, les débats, il n'est bruit que de cela. On nous dit : mais est-ce bien raisonnable ?

J'observe au passage que cette question, on ne la pose à personne d'autre dans la vie politique française. Vous êtes extrême-gauche, on considère que votre présence est légitime dans une élection. Vous êtes écologiste, on considère que votre présence est légitime. Vous êtes socialiste, naturellement cela ne se discute pas. Vous êtes UMP, votre présence est légitime. Vous êtes extrême-droite, votre présence est légitime, mais vous êtes au centre, et tous les regards se tournent vers vous en disant : mais enfin... est-ce que cela ne serait pas plus confortable d'aller sur la liste d'une telle ou d'untel ?

Eh bien je suis désolé de répondre ceci : nous n'irons pas sur la liste d'une telle ou d'untel parce que ce ne sont pas nos idées !

Nos convictions, ce que nous croyons, ce que nous voulons proposer, c'est le renouvellement nécessaire.

Nos idées, nos convictions, nos propositions, le renouvellement des têtes, cela passe par quelque chose de simple et qui s'adresse aux Français, c'est l'indépendance et la défense du pluralisme dans la démocratie française, et c'est cela que nous assumons.

**Si nos idées, nos convictions, nos valeurs, avaient été prises en compte par d'autres partis, probablement n'aurions-nous pas eu besoin d'assumer la création, la naissance et le développement, et les tourments que cela comporte parfois, d'un parti nouveau au centre de la vie politique française, décidé à faire bouger les lignes et à ce que demain ne ressemble pas à hier, car nous**

**voulons une alternance dans la vie politique française.**

Mais, pitié, nous ne voulons pas d'une alternance qui refasse l'Union de la Gauche comme elle a été faite il y a 30 ans, 25 ans, 20 ans, 15 ans, 10 ans, 5 ans, nous voulons justement le contraire, nous voulons que cela bouge, que cela change et pour cela, il faut que nous existions et que nous soyons fort pour porter le renouvellement, les idées, et pour que se construise l'arc central dont la France aura besoin !

Et c'est un risque ! Oui, c'est un risque, mais il n'y a pas de vie sans risque et notamment la vie des Français, les Français les plus humbles, ceux qui en bavent, ceux qui rament, les artisans, les commerçants, les professeurs, les pères et mères de famille, la maman qui élève ses enfants toute seule, la personne âgée qui est toute seule et qui sait qu'elle va entrer en dépendance... Vous ne croyez pas qu'ils ont des risques, ceux-là ?

Eh bien nous avons l'intention de prendre des risques à la hauteur de l'affection que nous avons pour la France et pour les Français et pour qu'ils trouvent un nouveau chemin.

C'est ce risque-là, le seul qui nous conduira, premièrement, je le crois, à faire le score qui sera considéré par tout le monde comme une victoire, deuxièmement à avoir des élus et, troisièmement, à changer durablement les choses dans ce pays.

Tel était le sens du lancement de cette campagne pour les élections régionales, de votre présence, de leur engagement et de notre amitié.

Je vous remercie.